

International

URUGUAY : LA DIPLOMATIE D'UN PAYS PROGRESSISTE

Ariel Bergamino

03/04/2018

À l'approche de l'élection présidentielle en 2019, quelles sont les grandes lignes de la diplomatie suivie depuis 2004 par les différents gouvernements du « Frente amplio », coalition de plusieurs formations de gauche uruguayennes ? Ariel Bergamino, ministre délégué aux Affaires étrangères de l'Uruguay, livre son analyse. Emprisonné sous la dictature (1977-1979), puis en exil à Stockholm (1979-1984), ambassadeur à Cuba de 2009 à 2017, Ariel Bergamino est un diplomate engagé, membre du Parti socialiste et du « Frente amplio ».

La République orientale de l'Uruguay est née en 1825, dans des circonstances régionales et internationales complexes, après une lutte entre les empires espagnol et portugais tout d'abord, puis entre les Provinces unies et l'empire du Brésil pour contrôler le Rio de la Plata et ce qui est devenu notre territoire, l'Uruguay.

Ces circonstances permettent de comprendre la présence de réalités internationales dès les origines de notre pays. Sa constitution en nation indépendante, son affirmation et sa consolidation étatiques, son développement, ont été et sont indissolublement liées à son insertion internationale.

Aujourd'hui, après avoir passé le mitan de la troisième mandature « Frenteamplista » (le « Frente amplio » est une coalition de gauche fondée en 1971, durement réprimée pendant la période de la dictature de 1973 à 1985 et au pouvoir depuis les élections de 2004, 2009 et 2014¹), nous présenterons ici en quoi consiste la politique extérieure mise en œuvre par les autorités politiques depuis 2004.

Pour faire face à un contexte globalisé, instable et caractérisé par la volatilité politique et économique, la détérioration du rôle de l'État, les problèmes de gouvernabilité nationale et internationale, les conflits interétatiques, accompagnés de fortes ingérences de pays voisins ou de grandes puissances, le changement climatique, l'expansion croissante de l'économie numérique, de la technologie et des services de la communication dans les domaines du travail et du

commerce international, nous avons fait le choix d'une politique d'État basée sur un consensus renouvelé en faveur du multilatéralisme, de la paix et de la sécurité internationales, de l'indépendance et de la souveraineté, de la non-intervention dans les affaires intérieures des autres États, de l'attachement au droit international public, à la défense et à la promotion des droits humains, à la démocratie, et à l'engagement en faveur du développement durable.

Dire cela, l'écrire ou le lire est simple. Le mettre en œuvre est beaucoup plus complexe et exige une politique ayant une visibilité stratégique, une flexibilité tactique, de la fermeté pour défendre les valeurs et les principes, du pragmatisme et des résultats tangibles et répartis de façon équilibrée.

Par exemple, et de façon partielle, dans un paysage beaucoup plus vaste, l'Uruguay, tout en développant un vaste agenda bilatéral incluant les questions de coopération frontalière avec le Brésil et l'Argentine, ou encore une association stratégique avec la Chine, a renouvelé son engagement d'intégration régionale, en particulier celui du Mercosur (Marché commun du Sud), comme projet et processus en soi, mais aussi comme plateforme d'insertion internationale, au-delà de la région.

Nous continuons à travailler avec nos partenaires afin de nous intégrer davantage dans le monde et obtenir ainsi de plus grands bénéfices des avancées régionales, en termes de stabilité institutionnelle et de croissance économique. C'est dans ce cadre que s'insèrent les négociations en cours pour un accord commercial entre le Mercosur et l'Union européenne. Les négociations sont complexes, à la hauteur d'un objectif ambitieux. Les deux parties ont à gérer des agendas intérieurs complexes avec des secteurs sensibles. Mais un bon accord dans un délai raisonnable est possible. Dans le cas contraire, cela susciterait une énorme frustration ayant des conséquences lourdes et durables pour tous.

Nous n'ignorons pas les circonstances qui actuellement font obstacle au fonctionnement normal d'autres mécanismes de dialogue et de concertation régionaux (comme la CELAC – Communauté d'États latino-américains et caraïbes – et l'UNASUR – Union des nations sud-américaines). Mais loin de nous paralyser, elles nous mobilisent afin de chercher les accroches et les accords indispensables à leur réactivation. Parce qu'au-delà des problèmes d'aujourd'hui, l'intégration est une solution (ou à tout le moins une opportunité) historique qui ne doit pas être sous-estimée.

La participation de l'Uruguay au Conseil de sécurité de l'ONU comme membre non permanent en 2016-2017 a reflété une forte reconnaissance de la communauté internationale à l'égard de notre pays. Celle-ci a reçu en contrepartie l'engagement renouvelé de l'Uruguay au maintien et à la consolidation de la paix dans le monde, la défense et la promotion des droits de l'homme et de la

population civile dans les conflits armés, le désarmement et la non-prolifération. En témoignent la participation de l'Uruguay aux opérations de maintien de la paix au Congo et dans la péninsule du Sinaï.

D'autres éléments pourraient être ajoutés, accumulés pendant ces treize années de gouvernement du Frente amplio en Uruguay. Cela dit, et prenant en compte d'autres réflexions, études et débats concernant la fin prétendue du « cycle progressiste en Amérique latine », je souhaiterais partager ici, renvoyant à de possibles contributions ultérieures, une brève réflexion concernant le futur.

Le frein ou le reflux de plusieurs projets politiques à contenu progressiste en Amérique latine est un fait dont la réalité évidente est préoccupante. Il en est de même concernant le résultat de processus électoraux dans le courant de l'année dans quatre pays de la région, élections qui auront des incidences régionales fortes (Venezuela, Colombie, Mexique et Brésil). Et comme si cela n'était pas suffisant, on sait aussi que le futur n'a pas été préparé.

Le futur ne s'attend pas. Il se prépare. Sans modèles, mais pas à pas, ensemble, avec des projets collectifs consistants, responsables et fiables, qui permettent d'avancer sans oublier personne. Face à cette perspective, le progressisme a rencontré des limites, des difficultés et a commis différentes erreurs de tout ordre (idéologique, programmatique, politique, de gestion). Pour autant, il n'est pas caduc, mais pourrait l'être s'il ne se dépasse pas ou s'il se contente de ce qui a été obtenu.

En ce qui concerne le Frente amplio, qu'est-ce qui va s'achever et qu'est-ce qui va commencer au terme de treize années qui auront marqué le cycle de gouvernement le plus long, le plus porteur et le plus prospère dans l'histoire du pays ? Comment continuer et jusqu'où continuer ?

1. L'Uruguay est depuis 2004 dirigé par des présidents et des majorités progressistes, sous cette étiquette de Frente amplio (« Grand Front »). Tabare Vazquez a présidé le pays de 2004 à 2009 et de 2014 à 2019, Pepe Mujica de 2009 à 2014.